

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Stoelzle de Masnières Parfumeries

Route Nationale
59241 Masnières

Références : 2023_V3_292
Code AIOT : 0007002425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement Stoelzle de Masnières Parfumeries implanté Route Nationale 59241 Masnières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Stoelzle de Masnières Parfumeries
- Route Nationale 59241 Masnières
- Code AIOT : 0007002425
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STOELZLE DE MASNIERES PARFUMERIE est une verrerie produisant du verre creux (flaconnage) destiné à la parfumerie et aux cosmétiques. Cette verrerie a été rachetée par le groupe STOELZLE au groupe BORMIOLI ROCCO en 2014. Cet établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 20 mars 1989, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2016. Il est de plus soumis à l'obligation de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles conformément à la Directive IED, pour son activité relative à la rubrique 3330 – fabrication du verre.

Le thème de visite retenu est le suivant : action sécheresse « en période sécheresse ».

Depuis plusieurs étés, le Nord est en déficit hydrique. Monsieur le préfet impose les mesures nécessaires pour lutter contre l'aggravation de ce phénomène dans un arrêté « sécheresse ».

En 2023, un premier arrêté « sécheresse » a été pris en date du 19 juin 2023 puis un second en date du 28 juillet 2023. La société Stoelzle se situe dans le bassin versant de l'Escaut qui a été classé en alerte. Elle doit donc respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral « sécheresse ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remplissage du registre	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023	/	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023	/	Sans objet
3	Fonctionnement des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023	/	Sans objet
5	Réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023	/	Sans objet
6	Réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023	/	Sans objet
7	Réseaux	AP Complémentaire du 22/07/2016, article 4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un contexte de récurrence des épisodes de sécheresse, l'exploitant a engagé des démarches pour réduire sa consommation d'eau et souhaite les poursuivre dans les années à venir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remplissage du registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Le registre de prélèvement réglementaire doit être rempli hebdomadairement
Constats : Par courriel du 2 octobre 2023, l'exploitant a transmis un tableau de suivi de la consommation d'eau faisant apparaître le relevé mensuel des prélèvements pour les années 2022 et 2023 ainsi que les relevés hebdomadaires des prélèvements depuis la parution de l'arrêté sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de prélèvement
Prescription contrôlée : Respect du volume maximal de prélèvement prescrit en m ³ /j et/ou m ³ /an au niveau des différentes sources (réseau / eau de surface / eau souterraine)
Constats : Par arrêté préfectoral du 22 juillet 2016, la société Stoelzle est autorisée à exploiter 3 forages et à prélever 716 000 m ³ /an pour les forages 1 et 2 et 1350 m ³ /an sur le forage 3 soit 1433350 m ³ /an. L'exploitant précise que seul le forage 1 est exploité. En 2022, la consommation annuelle était de 125260 m ³ soit une consommation moyenne hebdomadaire de 2409 m ³ . L'exploitant se fixe pour objectif d'atteindre une consommation moyenne hebdomadaire de 2109 m ³ pour 2023 et 1800 m ³ pour 2024 soit 12% de réduction de la consommation en 2023 et 25% en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fonctionnement des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.
Constats : Depuis 2021, l'exploitant a mis en place 2 bassins de tamponnement pour la gestion des eaux pluviales dont l'exutoire est l'Escaut pour l'un et le réseau communal pour l'autre. Ces bassins sont équipés de vannes pour confiner les eaux en cas de pollution et de séparateurs d'hydrocarbures en aval. Depuis leur mise en service, ces séparateurs d'hydrocarbures ont été nettoyés le 16 octobre 2023. L'exploitant déclare que le déshuileur est entretenu chaque année et que la prochaine intervention est programmée pour le 7 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : À défaut de dispositions spécifiques contenues dans leurs arrêtés d'autorisation et sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m ³ /jour dans les eaux de surface ou plus de 80 m ³ /heure dans les eaux souterraines réduisent de 10 % le volume moyen journalier prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement

précédant la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode de sécheresse en cours. Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés.
Constats : Dans le cadre de l'action sécheresse, l'exploitant a engagé une démarche de recherche de fuites et de rénovation de ses canalisations. Cette démarche a démarré en juin 2023 et se poursuit jusqu'en fin d'année. L'exploitant projette la mise en place d'un monitoring qui lui permettra de suivre en continu sa consommation afin de réagir plus rapidement en cas d'incident.
Observations : L'inspection propose la prescription d'une étude technico-économique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réduction des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : Les ICPE soumises à autorisation voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 10 %(alerte) ou 20 % (alerte renforcée) .
Constats : Par courriel du 2 octobre 2023, l'exploitant a transmis le tableau de suivi des prélèvements d'eau présenté lors de la visite d'inspection. Ce tableau présente les prélèvements d'eau de 2022 et de 2023. En 2022, la consommation moyenne hebdomadaire est de 2409 m ³ . Pour la période juin à août 2023, la consommation hebdomadaire est de 1824 m ³ soit une réduction de 24 % de la consommation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/07/2016, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : Par courriel du 2 octobre 2023, l'exploitant a transmis les plans des réseaux internes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet